

Conseil d'administration de l'Agence nationale de promotion des investissements du Gabon (ANPI-Gabon)

La diversification doit venir de l'investissement direct étranger et national

Willy NDONG

Libreville/Gabon

SOULEYMANE Liban, président du conseil d'administration de l'Agence nationale de promotion des investissements du Gabon, a présidé, vendredi dernier, à Libreville, le premier conseil d'administration de cette entité. L'ordre du jour était consacré, entre autres, à la lecture du compte-rendu des activités de l'agence, sa restructuration, les perspectives 2018-2020, et l'adoption des outils de fonctionnement du conseil d'administration.

Le Gabon étant engagé à diversifier son économie, M. Liban préconise les so-



Souleymane Liban (c), le PCA de l'ANPI-Gabon, lors de son intervention.

lutions suivantes: « 84% des ressources nécessaires à cette diversification doivent venir de l'investissement direct étranger et national. » Ajoutant: « s'agissant de la promotion des investissements, le ministre Madeleine Berre, en charge de la Promotion des investissements privés, est en train de

mettre en place le pôle "invest", qui permettra à tous les acteurs chargés de défendre les intérêts du pays, d'attirer les investisseurs directs étrangers capables de nous accompagner dans notre politique de diversification. » Pour ce qui est de la stratégie à déployer, M. Liban



Quelques administrateurs au premier conseil d'administration de l'ANPI-Gabon.

évoque l'élaboration d'une réelle banque de projets. « On a l'habitude de voir des investisseurs proposer des projets au Gabon. Aujourd'hui, nous changeons de paradigme. Désormais, c'est le Gabon qui élabore son cahier de charges et le présente aux différents investisseurs », a-t-il indiqué.

Concernant la compétitivité des différents secteurs d'activités, il est prévu, avec l'appui de la Banque mondiale, une étude de compétitivité par filière. Car, selon le PCA, « on ne vend pas toutes les filières d'un pays. Il faudra insister sur les filières d'activités les plus attractives. C'est dans

ce sens que nous sommes en train de mener, dans le cadre du Plan de relance économique, une étude des 8 filières les plus attractives. »

S'agissant du budget d'investissement de l'agence, une commission spécialisée a été mise en place pour son élaboration. Pour l'heure, l'ANPI-Gabon est entièrement financée par des institutions multilatérales, telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Côté perspectives, l'ANPI souhaite mener le Gabon dans le top 10 des pays réformateurs du Doing Business, en faire le premier Etat créateur de start ups et doubler les investissements directs étrangers (IDE).

Centre d'appui à la pêche artisanale (Capal) d'Oloumi

Optimiser son fonctionnement

JM

Libreville/Gabon

TAKEI Kiyotaka, conseiller principal à l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), et Hitonori Nanao, conseiller technique artisanal, ont conduit une délégation de journalistes, vendredi dernier, au Centre d'appui à la pêche artisanale de Libreville (Capal), sis à Oloumi. L'objectif était de faire une évaluation des activités dudit centre.

Le directeur du Capal, Yves-Henri Romuald Balla, a relevé les mutations opérées par la structure qu'il gère. « A sa création, le lieu était



Une machine de production de glaces au Capal.

peu fréquenté. Mais avec l'implication des pêcheurs, qui débarquent directement le poisson au centre, les données ont changé. Le centre ne désemplit pas. Les 66 boxes

réservés aux commerçantes sont saturés. Les pondeuses à glace sont fonctionnelles. Et pour conserver le poisson dans des conditions de sécurité optimale, les femmes ont



Le poisson rouge et le capitaine, espèces les plus prisées.

l'obligation de garder le poisson dans "le froid". Ainsi, depuis deux ans, un expert japonais est affecté au Capal pour assurer la maintenance des différentes machines. Et

ce, pour le bon fonctionnement du centre. Ainsi, les conditions de conservation du poisson sont meilleures. Nous avons donc atteint l'équilibre requis dans notre

plan de base », a-t-il expliqué. Toutefois, il a signalé que l'organisation reste fragile et un simple facteur externe pourrait plonger l'établissement dans un état de fonctionnement précaire. Ainsi, estime M. Balla, il est urgent de mettre en place des bases de gestion permettant de garantir à la structure un développement durable.

Notons qu'à sa création, le Capal avait pour objectif de rassembler les différentes installations de débarquement de poissons et de créer une véritable filière de distribution et de vente des produits halieutiques répondant aux normes d'hygiène.

Coopération Gabon-Japon

Coup de projecteur sur les futurs projets

JM

Libreville/Gabon

DANS le cadre des relations bilatérales entre le Gabon et l'Empire du soleil levant, l'ambassadeur du Japon, Masaaki Sato a présenté aux journalistes les futurs projets à financer par son pays. Ces projets s'inscrivent dans sept domaines : la coopération technique, avec l'appui d'experts, la planification, la recherche scientifique et technique, l'appui au développement communautaire, l'environnement et le changement climatique, la formation et la participation citoyenne des volontaires.

Concernant la coopération technique avec l'appui



L'ambassadeur du Japon au Gabon, Masaaki Sato, présente les projets de la coopération Japon-Gabon en cours. Photo de droite : Des langoustes vendues au Capal.

d'experts, un conseiller technique est attendu dans l'administration de la pêche et de l'aquaculture. Il aura pour rôle l'entretien des machines à glace au Centre de pêche artisanale de Libreville.

S'agissant de la planification, le projet de développement d'un système

d'inventaire des ressources forestières nationales contribuant à la gestion durable des forêts est en cours. Son objectif est de créer une carte des bases forestières, une base de données et un manuel de télé-détection.

Pour ce qui est de la recherche scientifique et



technique, il y a un projet d'établissement d'un système de surveillance en laboratoire des maladies virales représentant un problème de santé publique. Il vise au renforcement de la capacité de recherche au Centre de recherches médicales de Lambaréné (Cermel), en

collaboration avec l'Institut de médecine tropicale de l'université de Nagasaki.

En ce qui concerne l'appui au développement communautaire, le projet tient compte du développement de l'écotourisme à la base communautaire de Dousala et au parc national de

Moukalaba-Doudou. Ce projet vise la formation des guides écotouristiques pour des habitats des gorilles de plaines, la création des objets artisanaux et la diffusion d'une méthode de l'écotourisme sur l'ensemble du pays.

Quant à la formation, celle des jeunes leaders se trouve dans le viseur, dont 20 personnes pour plusieurs domaines, et des bourses ABE Initiative. Ces bourses visent à former des personnes en Master dans une période de deux ans. A cet effet, neuf personnes ont été sélectionnées.

En ce qui est de la participation des volontaires, le projet a retenu 18 volontaires japonais, sept juniors et onze seniors.